

Introduction

Bruno DUMONS

Il y a quarante ans était publiée la thèse d'Henri Hatzfeld, un pasteur protestant devenu sociologue à l'université de Strasbourg puis de Nancy. L'ouvrage, intitulé *Du paupérisme à la Sécurité Sociale*, s'interrogeait alors sur la diversité des forces sociales qui avait conduit à l'instauration du système français de Sécurité Sociale¹. Il venait compléter l'analyse institutionnelle, faite en 1955 par le politologue américain Henry Galant, et briser le mythe d'une Sécurité Sociale perçue comme une « conquête ouvrière² ». De fait, ce livre allait connaître un certain écho dans la communauté historique française du moment, largement engagée dans une histoire sociale dont les préoccupations étaient alors dictées par une histoire « ouvrière » à son apogée. Il devenait ainsi légitime de réfléchir à la construction historique des différents dispositifs de protection sociale qui avaient été mis en œuvre face aux risques de la maladie, la vieillesse et du chômage dans les milieux populaires issus de l'industrialisation. Dans ce sillage, s'établissait un courant historiographique durable, marqué au sceau de la pluridisciplinarité avec la sociologie et la science politique. En ce début des années 1980, le succès des ouvrages de Pierre Rosanvallon et de Jacques Donzelot, tous deux politistes, puis celui du philosophe François Ewald, finissait de convaincre les historiens de la nouvelle génération de consacrer leurs travaux de thèse à un sujet portant sur l'histoire de la protection sociale comme la santé, la mutualité, les retraites, le paternalisme, le travail, la maternité, l'enfance..., tant à l'échelle nationale que locale³. Dans le même temps, les pouvoirs publics encourageaient le développement de ce champ de recherche en créant un « Comité d'Histoire de la Sécurité Sociale » chargé d'organiser des colloques réguliers à partir de 1978, d'établir des antennes régionales et de soutenir la publication d'un bulletin, de recueils de documents et de cahiers thématiques. Un rapide décompte entrepris à partir des références

1. HATZFELD H., *Du Paupérisme à la Sécurité Sociale (1850-1940). Essai sur les origines de la sécurité sociale en France*, Paris, Colin, 1971.

2. GALANT H., *Histoire politique de la sécurité sociale française (1945-1952)*, Paris, Colin, 1955.

3. ROSANVALLON P., *La crise de l'État-providence*, Paris, Seuil, 1981 ; DONZELOT J., *L'invention du social*, Paris, Fayard, 1984 ; EWALD F., *L'État-providence*, Paris, Grasset, 1986.

contenues dans les volumes de la *Bibliographie annuelle de l'Histoire de France* entre 1975 et 2000 témoignent de la fécondité de ce champ de la recherche historique en France, méritant un bilan historiographique qui reste encore à établir⁴.

L'histoire ainsi écrite jusque-là relève, pour l'essentiel, d'une histoire de l'État et des politiques publiques, faisant la part belle aux législations, à leurs mises en application et aux populations concernées. Elle privilégie une histoire à la française, cantonnée à un modèle national, que l'on compare parfois aux autres, surtout ceux élaborés en Allemagne ou en Grande-Bretagne. Il s'agit pour l'essentiel de comparer des modèles législatifs et politiques qui suscitent surtout l'intérêt historique des juristes, des sociologues et des politistes, à l'image des colloques organisés par la MiRe à la fin des années 1990⁵. Il faut reconnaître que la communauté historienne a été largement absente de ces rencontres, dont les problématiques ne lui conviennent guère. Touchée par la « crise » qui sévit dans le champ de l'histoire sociale, elle s'attache désormais à d'autres priorités historiographiques. Par conséquent, un semblable recensement dans les derniers volumes disponibles de la *Bibliographie annuelle de l'Histoire de France* jusqu'en 2007 fait état d'un incontestable recul des références qu'il est possible de réunir dans le domaine de la protection sociale. Cet essoufflement est significatif en France, malgré les différentes initiatives liées, ici ou là, à la commémoration d'anniversaires de législations ou de créations institutionnelles, qu'il s'agisse du cinquantième anniversaire de la Sécurité Sociale (1996) ou du centenaire du ministère du Travail (2006)⁶. Plus caractéristique encore est le silence de la communauté historienne dans le débat sur la réforme des retraites en 2010, alors que s'expriment régulièrement économistes et sociologues, à l'heure où l'on aurait dû célébrer avec éclats le centenaire de la première loi d'obligation sur les retraites ouvrières et paysannes de 1910⁷.

4. FUKUSAWA A., « Les historiens français face à la protection sociale (1950-2000) », *Le Mouvement Social*, 2002, n° 200, p. 129-137. Cet article important n'a malheureusement guère suscité de réactions parmi les historiens français.

5. *Comparer les systèmes de protection sociale en Europe*, vol. 1 : Rencontres d'Oxford, Paris, MIRE, 1995 ; *Comparer les systèmes de protection sociale en Europe*, vol. 2 : Rencontres de Berlin, Paris, MIRE, 1996 ; *Comparer les systèmes de protection sociale en Europe*, vol. 3 : Rencontres de Florence, Paris, MIRE, 1997 ; *Comparer les systèmes de protection sociale en Europe du Nord et en France*, vol. 4, Rencontres de Copenhague, Nantes, MSH Ange Guépin, 1999.

6. *Un siècle de protection sociale en Europe*, Paris, Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité Sociale-La Documentation Française, 2001 ; CHATRIOT A., JOIN-LAMBERT O., VIET V. (dir.), *Les politiques du travail (1906-2006). Acteurs, institutions, réseaux (1906-2006)*, Rennes PUR, 2006 ; *Un siècle de réformes sociales. Une histoire du Ministère du Travail (1906-2006)*, Paris, Ministère de l'Emploi, La Documentation Française, 2006 ; JOIN-LAMBERT O. (dir.), « Centenaire du Ministère du Travail », *Travail et Emploi*, n° 110 et 111, avril-juin et juillet-septembre 2007. D'autre part, le *Bulletin d'Histoire de la Sécurité Sociale* a été remplacé en 2008 par la *Revue d'Histoire de la Protection Sociale* dont cinq numéros sont parus.

7. DUMONS B. et POLLET G., « Les retraites en France : du centenaire à la réforme », *Le Monde*, 23 avril 2010.

Ce reflux d'un champ historiographique pourtant fécond entre les années 1980 et 2000 n'est pas systématique à toute l'Europe. Preuves en sont les historiographies allemande et helvétique qui se caractérisent par un déploiement continu jusqu'à ce jour des études sur l'histoire de la protection sociale⁸. Une telle disparité invite alors à repenser l'écriture de ce grand chantier de l'histoire sociale pour tenter de proposer des pistes de renouvellements problématiques qui se dessinent désormais au sein de la communauté historique européenne⁹. Cette histoire a d'abord été celle de l'*État-Providence* en France, de l'*État social* en Allemagne et en Italie, du *Welfare* en Grande-Bretagne, privilégiant une analyse institutionnelle des législations et des appareils administratifs produits par les pouvoirs publics. La veine française s'est poursuivie avec des travaux de qualité sur les politiques sociales, mais également sur les ministères et les structures de gouvernement¹⁰. Au-delà du cas national, il convenait d'élargir la recherche à l'échelle européenne avec des enquêtes plus systématiques sur les assurances sociales et la mutualité, dans un esprit comparatiste¹¹. Il en a résulté une réflexion en termes de modèles nationaux sur laquelle les politistes ont proposé des analyses stimulantes, parfois plus spéculatives qu'historiques¹².

Cependant, il est possible de changer d'échelle en considérant une histoire européenne transnationale, dépassant les cadres de la nation, pour envisager la circulation des modèles, des idées et des savoirs au sein d'une Europe sociale en construction (*Christoph Conrad*). Depuis les travaux pionniers de l'historien allemand Gerhard Ritter et les recherches coordonnées par Christian Topalov, un chantier neuf s'est ouvert sur une histoire transnationale des États-Providence au premier xx^e siècle à partir des organisations internationales et des réseaux réformateurs (*Thomas Cayet*)¹³. Plus que le titre d'une revue internationale de science sociale au service des idées leplaysiennes, la « réforme sociale » est une configuration intellectuelle qui

8. TENNSTEDT F., « Sozialwissenschaft – Sozialrecht – Sozialgeschichte. Kooperation und Konvergenz am Beispiel der Sozialpolitik », SCHULZ G. et al. (dir.), *Sozial und Wirtschaftsgeschichte*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2004, p. 551-575; LEIMGRUBER M., « État fédéral, État social? L'historiographie de la protection sociale en Suisse », *Traverse*, 2011, n° 1, p. 217-237.

9. KETTUNEN P. and PETERSEN K. (dir.), *Beyond Welfare State Models. Transnational Historical Perspectives on Social Policy*, Cheltenham, Edward Elgar, 2011, en particulier l'introduction : p. 1-15.

10. Parmi les travaux récents : PALIER B., *Gouverner la Sécurité Sociale*, Paris, PUF, 2002; BETHOUART B., *Le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, de la Libération au début de la V^e République*, Rennes, PUR, 2006; DREYFUS M. et al. (dir.), *Se protéger, être protégé. Une histoire des assurances sociales en France*, Rennes, PUR, 2006.

11. PETITCLERC M. et TOUCAS-TRUYEN P. (dir.), « Mutualité et protection sociale en Europe occidentale et en Amérique du Nord (xix^e-xx^e siècles) », *Histoire & Sociétés, revue européenne d'histoire sociale*, n° 16, 2005; DREYFUS M. (dir.), *Les assurances sociales en Europe*, Rennes, PUR, 2009.

12. MERRIEN F.-X. et al., *L'État social: une perspective internationale*, Paris, Colin, 2005; MARTIN C. & PALIER B. (dir.), *Reforming the Bismarckian welfare systems*, Oxford, Blackwell, 2008; PALIER B. (dir.), *A long Good Bye to Bismarck? The Politics of Welfare reform in Continental Europe*, Amsterdam University Press, 2010.

13. RITTER G., *Der Sozialstaat. Entstehung und Entwicklung im internationalen Vergleich*, München, Oldenbourg, 1991; TOPALOV C. (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*, Paris, EHESS, 1999.

irrigue les cercles et les milieux soucieux d'innovation dans le champ de protection sociale des populations européennes, s'exprimant dans l'espace public des organisations, des congrès, des revues et des experts chargés de penser les fondements sociaux de la démocratie en Europe¹⁴.

Désormais s'esquisse donc une autre histoire possible, celle de la protection sociale dépassant le cadre strict des politiques d'État, envisageant une « action publique » au sens large donnant toute sa place aux œuvres privées, aux associations philanthropiques, aux organisations non-gouvernementales qui s'efforcent de collaborer efficacement à la fabrication des systèmes de protection sociale. En Suisse par exemple, une attention particulière est portée à l'action des milieux associatifs, assurantiels et privés, agissant au côté de l'État fédéral dans la construction des politiques sociales¹⁵. Puisant aux sources d'une histoire de la pauvreté contemporaine, les travaux d'André Gueslin et de Yannick Marec sur la France ont été soucieux d'appréhender la grande variété des dispositifs de prise en charge des personnes vivant dans la précarité¹⁶. Ici, l'approche par la dimension locale est particulièrement nécessaire pour saisir le poids de l'action publique dans le champ de la protection sociale, une échelle qui avait été quelque peu déconsidérée à l'heure de la croissance des modèles nationaux de sécurité sociale après 1945. Ainsi, il convient de ne pas négliger l'ensemble des initiatives prises par les municipalités des grandes villes européennes pour combattre la pauvreté, en particulier ce qui relève du « républicanisme municipal » mais aussi du « socialisme municipal », voire du « communisme municipal¹⁷ ». Le champ des œuvres confessionnelles, des associations de

14. CONRAD C., « Vorbemerkung. Sozialpolitik transnational », *Geschichte und Gesellschaft*, 2006, n° 4, p. 437-444; KOTT S., « Une "communauté épistémique" du social? Experts de l'OIT et internationalisation des politiques sociales dans l'entre-deux-guerres », *Genèses*, 2008, n° 71, p. 26-46; KOTT S., « Constructing a European Social Model. The Fight for Social Insurance in the Interwar Period », VAN DÈLE J., RODRIGUEZ GARCIA M., VAN GETHEM G., VAN DER LINDEN M. (dir.), *ILO histories. Essays on the International Labour Organization and its impact on the world during the twentieth century*, Bern, Peter Lang, 2010, p. 173-195; KOTT S., « Les organisations internationales. Terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique », *Critique Internationale*, 2011, n° 52, p. 9-16; CONRAD C., « Social policy history after the transnational turn », KETTUNEN P., PETERSEN K. (dir.), *Beyond Welfare State Models. Transnational Historical Perspectives on Social Policy*, op. cit., p. 218-240; LESPINET-MORET I., VIET V. (dir.), *L'Organisation Internationale du Travail*, Rennes, PUR, 2011; KOTT S., DROUX J. (dir.), *Globalizing Social Rights. The International Labour Organization and Beyond*, London, Palgrave-Macmillan, 2013.
15. Dans le cadre de la protection de la vieillesse : DUMONS B., « Vieillesse et État-Providence en Suisse romande dans la première moitié du xx^e siècle », *Le Mouvement Social*, janvier-mars 2000, n° 190, p. 9-31 ; LEIMGRUBER M., *Solidarity without the State? Business and the Shaping of the Swiss Welfare State (1890-2000)*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
16. GUESLIN A., *Les gens de rien. Une histoire de la grande pauvreté dans la France du xx^e siècle*, Paris, Fayard, 2004 (réédition en 2013); MAREC Y., *Pauvreté et protection sociale aux XIX^e et XX^e siècles. Des expériences rouennaises aux politiques nationales*, Rennes PUR, 2006; GUESLIN A., *D'ailleurs et de nulle part. Mendiants, vagabonds, clochards, SDF en France depuis le Moyen Age*, Paris, Fayard, 2013.
17. MAREC Y. (dir.), *Villes en crise? Les politiques municipales face aux pathologies urbaines (fin XVIII^e - fin XX^e siècle)*, Grâne, Créaphis, 2008; KUHLE U. (dir.), *Le socialisme municipal en Europe*, Munich, Oldenbourg, 2001; CHAMOUARD A., *Une autre histoire du socialisme. Les politiques à l'épreuve du*

solidarité et des organismes caritatifs est aussi l'histoire d'une multitude d'interventions concrètes sur le terrain de la pauvreté en Europe¹⁸. Dans le cas français, il retient désormais l'attention des historiens du politique et du droit¹⁹. Se profile ainsi une histoire de la protection sociale connectée à une histoire transnationale de la charité, de la philanthropie et de l'humanitaire (*Axelle Brodriez-Dolino*)²⁰. Il s'agirait là de ce que les anglo-saxons appellent une « *mixed economy of welfare* », mettant en lumière le rôle majeur des associations et des pouvoirs locaux qui agissent en complément des dispositifs nationaux. Elle fait aussi émerger des acteurs méconnus de la protection sociale, souvent animés par des idées humanistes, dont il faut faire la généalogie à l'image du principe de « solidarité » que les historiens français ont laissé aux sociologues et aux philosophes²¹. Des concepts plus récents comme celui de « vulnérabilité », dont l'usage se déploie aujourd'hui en histoire, invitent également à entreprendre une histoire culturelle et intellectuelle de la protection sociale²².

D'autres champs de la discipline historique permettraient de revisiter autrement l'histoire de la protection sociale. Il est ainsi possible de recourir au fait religieux comme l'avait suggéré en son temps Michel Lagrée avec une histoire des réseaux européens du catholicisme social. Aujourd'hui, Catherine Maurer invite à repenser le maillage social des œuvres catholiques dans les villes allemandes et françaises du XIX^e siècle²³. Cette approche, que l'on pourrait même qualifier de « catholicisme municipal », est susceptible d'être étendue à l'ensemble des grandes villes européennes où la foi catho-

terrain (1919-2010), Paris, CNRS Éditions, 2013; BELLANGER E. et MISCHI J. (dir.), *Les territoires du communisme. Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Paris, Colin, 2013. Sur Lyon et Rouen comme exemples de « républicanisme municipal » : MAREC Y., *Bienfaisance communale et protection sociale à Rouen (1796-1927). Expériences locales et liaisons nationales*, Paris, La Documentation Française et Association pour l'étude de l'Histoire de la Sécurité Sociale, 2002; ANGLERAUD B., *Lyon et ses pauvres. Des œuvres de charité aux assurances sociales (1800-1939)*, Paris, L'Harmattan, 2011.

18. VON BUELTZINGSLGEWEN I., PELLETIER D. (dir.), *La charité en pratique. Chrétiens français et allemands sur le terrain social (XIX^e-XX^e siècles)*, Strasbourg, PUS, 1999; MAURER C., *Der Caritasverband zwischen Kaiserreich und Weimarer Republik. Zur Sozial und Mentalitätsgeschichte des caritativen Katholizismus in Deutschland*, Fribourg-en-Brisgau, Lambertus Verlag, 2008.
19. BRODIEZ A., *Le Secours Populaire Français (1945-2000). Du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006; BRODIEZ-DOLINO A., *Emmaüs et l'abbé Pierre*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008; VIGUIER F., *La cause des pauvres. Mobilisations humanitaires et transformations de l'État social en France (1945-2010)*, thèse de doctorat, EHESS, 2010.
20. HARRIS B., BRIDGEN P. (dir.), *Charity and Mutual Aid in Europe and North America since 1800*, London, Routledge, 2007; BRODIEZ A., DUMONS B. (dir.), numéro spécial « L'humanitaire (XIX^e-XX^e siècles) », *Le Mouvement Social*, n° 227, avril-juin 2009; ZUNZ O., *La philanthropie en Amérique*, Paris, Fayard, 2012.
21. BLAIS M.-C., *La solidarité, histoire d'une idée*, Paris, Gallimard, 2007; PAUGAM S. (dir.), *Repenser la solidarité. L'apport des sciences sociales*, Paris, PUF, 2008; AUDIER S., *La pensée solidariste. Aux sources du modèle social républicain*, Paris, PUF, 2010; BEC C., *La Sécurité Sociale. Une institution de la démocratie*, Paris, Gallimard, 2014.
22. BRODIEZ-DOLINO A., *Combattre la pauvreté. Vulnérabilités sociales et sanitaires de 1880 à nos jours*, Paris CNRS Éditions, 2013, p. 22-29.
23. MAURER C., *La ville charitable. Les œuvres sociales catholiques en France et en Allemagne au XIX^e siècle*, Paris, Cerf, 2013.

lique s'est suffisamment déployée. En pays protestants, l'exercice de la diaconie a souvent donné lieu à la mise en œuvre d'un solide tissu d'institutions sociales et sanitaires mais également à une véritable prise de conscience philanthropique internationale. Dans le domaine de l'histoire économique, la réflexion sur les coûts de la protection sociale et son financement par l'impôt constitue un enjeu majeur puisque la croissance est à l'origine même des politiques sociales des États²⁴. C'est en particulier elle qui assure le déploiement des différents modèles sociaux des nations européennes. Son essoufflement, pour ne pas parler de sa disparition, préfigurerait d'ailleurs la fin du modèle européen d'État-Providence selon certains économistes²⁵.

L'histoire du travail est aussi à revisiter avec des problématiques sur les risques et les maladies professionnelles, interrogeant la question de la santé au travail (*Catherine Omnès*)²⁶. Plus généralement, l'histoire de la santé est elle aussi en plein renouvellement. Elle appréhende par exemple, à nouveaux frais, les recherches sur les nouvelles pratiques de santé, les finalités de l'hygiène publique, la diversité des établissements d'hospitalisation, l'usage du médicament et la médiatisation des crises de santé publique²⁷. Quant à l'histoire de la dépendance, qu'elle soit liée à la vieillesse ou au handicap, elle demeure particulièrement mal connue (*Christophe Capuano*). De son côté, l'histoire du genre suggère l'utilisation de cette catégorie dans la plupart des secteurs de la protection sociale, bien au-delà de la maternité, de la famille et du travail féminin (*Brigitte Studer*)²⁸. Sur le modèle des recherches d'origine anglo-saxonne, elle mérite un recours plus systématique.

Une autre piste à suivre semble également fructueuse, c'est celle de l'existence de modèles spécifiques à l'Europe du Nord et du Sud. En effet,

24. Pour une histoire de l'impôt comme source de redistribution : DELALANDE N., *Les batailles de l'impôt. Consentement et résistances de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 2011.

25. « La fin de l'État providence? », *Problèmes économiques*, n° 3012, 2 février 2011.

26. ROSENAL P.-A., « Introduction », "Health and Safety at Work. An Issue in Transnational History", *Journal of Modern European History*, 2009, n° 2, p. 169-173 ; ROSENAL P.-A. et OMNÈS C. (dir.), « Maladies professionnelles. Genèse d'une question sociale », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 2009, n° 56-1 ; OMNÈS C. et PITTI L. (dir.), *Cultures du risque au travail et pratiques de prévention. La France au regard des pays voisins*, Rennes, PUR, 2009 ; BRUNO A.-S., GEERKENS E., HATZFELD N., OMNÈS C. (dir.), *La santé au travail entre savoirs et pouvoirs (XIX^e-XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2011.

27. BOURDELAIS P., FAURE O., *Les nouvelles pratiques de santé (XVIII^e-XX^e siècles)*, Paris, Belin, 2005 ; VON BUELTZINGSLÖWEN I., *L'écatombe des fous. La famine dans les hôpitaux psychiatriques français sous l'Occupation*, Paris, Aubier, 2007 ; CHEVANDIER C., *L'hôpital dans la France du XX^e siècle*, Paris, Perrin, 2009 ; JORLAND G., *Une société à soigner. Hygiène et salubrité publiques en France au XIX^e siècle*, Paris, Gallimard, 2010 ; CHAUVEAU S., *L'affaire du sang contaminé (1983-2003)*, Paris, Les Belles Lettres, 2011.

28. AUSLANDER L., ZANCARINI-FOURNEL M. (dir.), *Différences des sexes et protection sociale (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, PU Vincennes, 1995 ; COHEN Y., « Le genre des États-providence. Maternalisme et familialisme en France et au Canada », *Revue Française des Affaires Sociales*, 2012, n° 2-3, p. 32-51 ; GUËX S., STUDER B., « L'État social en Suisse aux XIX^e et XX^e siècles : notes sur quelques pistes de recherche », GILOMEN H.-J., GUËX S., STUDER B., *De l'assistance à l'assurance sociale. Ruptures et continuités du Moyen Âge au XX^e siècle*, Zurich, Chronos, 2002, p. 201-211.

l'essentiel de l'historiographie européenne porte sur les trois nations qui ont édifié des systèmes complets d'assurances sociales avant 1914, soit l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne. Or, un modèle nordique d'État-Providence se distingue des autres, spécifique dans son organisation, son financement, ses références démocratiques et confessionnelles à partir de 1919 puis surtout après 1950²⁹. De même, l'Europe du Sud se distinguerait-elle par une histoire particulière, distincte des autres modèles nationaux, conçue autrement qu'en termes de « retard » ou d'archaïsme (*Fulvio Conti*)³⁰ ? Quant à l'autre Europe, celle du « bloc de l'Est » ou de l'Europe médiane, elle demeure toujours une « terre inconnue » pour ce qui relève de la protection sociale. Hormis quelques travaux ponctuels, portant par exemple sur l'Union Soviétique, il y a là un chantier majeur à découvrir (*Dorena Caroli*)³¹.

Enfin, il y aurait lieu de privilégier davantage le temps des guerres, qui a souvent été le théâtre expérimental d'idées et de pratiques pour venir en aide efficacement aux prisonniers et aux personnes réfugiées, déplacées, déportées. À l'heure des conflits mondiaux s'est déployée une stratégie d'intervention sans précédent des pouvoirs publics, que les anglo-saxons dénomment *Warfare State*, combinée avec celle d'organisations confessionnelles et privées, inventant d'une certaine manière l'action humanitaire³². Dans le cas français, le régime de Vichy constitue une période privilégiée à cet égard³³.

Par conséquent, la construction de l'espace européen au xx^e siècle semble marcher de pair avec une aspiration profonde des populations en faveur d'une protection globale des risques sociaux, inséparable de la conquête

29. Voir notamment PETERSEN K., « Constructing Nordic Welfare? Nordic social political cooperation (1919-1955) », CHRISTIANSEN N. *et al.* (dir.), *The Nordic Model of Welfare. A historical Reappraisal*, Copenhagen, Museum Tusulanum Press, 2005, p. 67-98 ; « Le passé et le futur de l'État-Providence nordique », *Revue d'Histoire Nordique*, 2009, n° 9 ; PETERSEN K., « National, Nordic and Trans-Nordic. Transnational perspectives on the history of the Nordic Welfare States » ; KETTUNEN P. & PETERSEN P. (dir.), *Beyond Welfare State Models. Transnational Historical Perspectives on Social Policy*, *op. cit.*, p. 41-64 ; AUCANTE Y., *Les démocraties scandinaves. Des systèmes politiques exceptionnels ?*, Paris, Armand Colin, 2013.

30. CONTI F., SILEI G., *Breve storia dello Stato sociale*, Rome, Carocci, 2005 (rééd. 2013) ; FERRARA M. (dir.), *Welfare State Reform in Southern Europe. Fighting poverty and social exclusion in Italy, Spain, Portugal and Greece*, London, Routledge, 2005 ; « Le modèle de protection sociale des pays d'Europe du Sud. Permanence ou changement ? », *Revue Française des Affaires Sociales*, 2006, n° 1.

31. INGLOT T., *Welfare States in East Central Europe (1919-2004)*, New York, Cambridge University Press, 2008 ; CAROLI D., *Histoire de la protection sociale en Union soviétique (1917-1939)*, Paris, L'Harmattan, 2010.

32. BRODIEZ A., DUMONS B., « Faire l'histoire de l'humanitaire », *Le Mouvement Social*, n° 227, avril-juin 2009, p. 3-8 ; SPARROW J., *Warfare State. World War II Americans and the age of big government*, Oxford, Oxford University Press, 2011 ; MORGENBROD B., MERKENICH S., *Das Deutsche Rote Kreuz unter der NS-Diktatur (1933-1945)*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2008 ; DEBONS D., *L'assistance spirituelle aux prisonniers de guerre. Un aspect de l'action humanitaire durant la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Cerf, 2012.

33. HESSE P.-J., LE CROM J.-P. (dir.), *La protection sociale sous le régime de Vichy*, Rennes, PUR, 2001 ; LE CROM J.-P., *Au secours, Maréchal! L'instrumentalisation de l'humanitaire (1940-1944)*, Paris, PUF, 2013.

démocratique. En parcourant une histoire mondiale qui aujourd'hui mobilise à nouveaux frais la communauté historique, il est désormais possible d'envisager l'hypothèse selon laquelle les États-Providence, et plus généralement la protection sociale, constituerait une spécificité majeure de l'histoire contemporaine des sociétés européennes. Si tel était le cas, il y aurait donc urgence à revitaliser un champ historiographique qui pourrait s'affirmer comme un chapitre essentiel à écrire dans une histoire européenne transnationale, largement détachée de la comparaison entre modèles nationaux. Ce livre collectif a donc pour objectif de promouvoir une histoire transnationale de la protection sociale européenne et de proposer quelques pistes de réflexion pour la rénovation de ce grand chantier historiographique, plus que jamais d'actualité au sein d'une Europe en crise et en mutation.